

DES ÉLECTIONS ET DES HOMMES...

Cantonales en mars, municipales en 1965, présidentielles, on ne sait quand exactement, le micmac électoral continue. Les professionnels de la politique s'en donnent à cœur-joie et les prophètes patentés de la grande presse tartinent à longueur de colonnes sur les chances des uns et des autres ou de X, Y ou Z.

LE GRAND DÉBAT

Depuis que le sieur X-Defferre, maire de Marseille, a posé publiquement sa candidature à ce que les bourgeois appellent la magistrature suprême, le gros problème de la S.F.I.O., dont il est membre (il ne s'en cache pas) est celui des rapports avec les communistes. Ce n'est d'ailleurs pas seulement le gros problème de la S.F.I.O., mais aussi celui de toutes les gauches non communistes. Réciproquement, pour le P.C.F., le gros problème est celui des rapports avec la S.F.I.O. et toutes les autres gauches.

Donc, le jeudi 9 janvier, le Guy Mollet, qui se prend de plus en plus pour un intellectuel, a ouvert le dialogue par un long laïus à la une du *Populaire de Paris* et de son hebdomadaire satellite *Démocratie 64*. Sans doute pour éclairer le discours, on a vu ce jour-là, la barbe de Marx fleurir à la une desdites feuilles; on se demande bien pourquoi? La tête de Marx serait-elle soudain devenue commerciale? Certes, le «Manifeste» (avec sa tête en couverture) s'est bien vendu dans la collection 10/18, de là à faire vendre le *Populaire*... Toujours est-il que ses quelques lecteurs ont été bien gâtés. La prose pâlotte, falote du sieur Mollet ne nous atteindrait pas si la presse lui accordait moins d'attention. Pourquoi aussi cette manie de la grande presse de répercuter les moindres déclarations du professeur Mollet et consorts? La grande presse n'a-t-elle pas assez du Général et de la Brigitte? C'est que la presse a un gros appétit. Il lui faut ses monstres (de toutes les tailles), elle se repaît de monstres. Et X, Y ou Z, c'est bon, c'est encore chaud (plus pour longtemps), ça croque sous la dent. Cela excite-t-il le lecteur moyen? Il est permis d'en douter. Il n'y a guère que les militants (de moins en moins nombreux) à se passionner pour un tel sujet. Et encore, se passionner, c'est beaucoup dire. Disons qu'ils suivent l'affaire comme ils suivent les histoires de licenciements et menaces de chômage.

Bref, l'affaire en l'occurrence, à propos de la future élection présidentielle, c'est le problème des rapports S.F.I.O.-P.C. Dès le départ, le secrétaire général Mollet montre qu'il n'a pas digéré le *Congrès de Tours* en 1920. Ça le regarde. C'est tout de même une curieuse façon d'engager le dialogue. Là-dessus, le Defferre (qui n'est pas de Lens), parle pendant une heure et demie devant la fédération S.F.I.O. des Bouches-du-Rhône, à Marseille, dans son fief, le dimanche 12 janvier. Le même jour, un Gazier (Albert), autre S.F.I.O. et professionnel de la politique, pérore à Toulouse et appelle au regroupement de la «grande famille socialiste».

UN FRONT POPULAIRE? PAS POUR DEMAIN

Le lendemain, lundi 13 janvier, à Marseille encore, Billoux, du P.C.F. et Fontanet du M.R.P., reviennent sur le discours du Defferre.

Pour Billoux: «Ce discours contient, certes, des éléments positifs». Andrieu, dans son éditorial de *l'Humanité* paru le matin-même, emploie des termes identiques. Il ajoute cependant: «Il est franchement négatif sur ce qui constitue le problème essentiel de l'heure, c'est-à-dire la question du programme commun». Tandis que Billoux: «Nous considérons quant à nous que l'annonce de cette candidature avait pour but de détourner l'attention de ce qui est et reste immédiat: un programme à élaborer et à appliquer ensuite en commun (...). Prétendre avoir les voix des millions d'électeurs et d'électrices communistes en même temps que refuser de discuter avec eux n'est précisément pas réaliste».

De son côté, Fontanet a indiqué que son parti, le M.R.P. n'avait pas encore pris position sur la prochaine élection présidentielle et qu'il ne pensait pas qu'il le ferait de sitôt. Réuni à Paris les 18 et 19 janvier, le Comité national du M.R.P. a confirmé cette orientation négative et significative en refusant de prendre position.

Qu'on nous pardonne ces quelques citations, elles nous paraissent les meilleures preuves qu'un front populaire n'est malheureusement pas pour demain.

X, Y OU Z, CE N'EST PAS NOTRE AFFAIRE

Imperturbables, les gens de la S.F.I.O. ont, par la plume de Roger Quilliot, repris le dialogue ouvert par le Mollet. Sous le titre «*le grand schisme*», premier article de la série «*Les communistes et nous*», le mardi 14 janvier, on nous a une fois de plus ramenés en 1920, au *Congrès de Tours*...

«*L'irréparable! Depuis quarante-trois ans, le mouvement ouvrier français piétine, traumatisé par cette cassure*». Puis 1936, puis 1945. On n'a pas la mémoire courte à la S.F.I.O. «*Si demain socialistes et communistes devaient susciter de grands espoirs - et de grandes craintes - par l'établissement d'un programme commun, ce ne pourrait être que pour aller au-delà d'un réformisme de circonstance et pour avancer dans la voie du socialisme*». *L'Humanité* réplique, bien sûr, elle ne peut pas faire moins, tandis que les observateurs de *Combat* ou du *Monde* comptent les points. Ainsi l'on se renvoie la balle de *L'Humanité* au *Populaire* et du *Populaire* à *L'Humanité*. Chaque parti a choisi ses champions: Fuzier, Quilliot pour la S.F.I.O., Fajon, Andrieu pour le P.C.F. Cela durera-t-il jusqu'à l'élection présidentielle?

En attendant, les 1^{er} et 2 février, le congrès extraordinaire (dit-elle) de la S.F.I.O. aura à se prononcer sur la candidature du Defferre. Pour la plupart des commentateurs, il ne fait pas de doute qu'elle sera ratifiée.

De toute façon, pour nous anarchistes, devons-nous préciser que X, Y ou Z, ce n'est pas notre affaire? Nous n'avons pas de candidat et nous n'en voulons pas.

Mais il nous est pénible de constater qu'un Defferre qui se prétend socialiste se contente de mettre ses pas dans ceux du Général. Maurice joyeux le disait ici-même le mois dernier. Defferre l'a confirmé:

«*Le candidat élu, quel qu'il soit, le jour de son arrivée au pouvoir trouvera la Constitution actuelle, il sera bien obligé de s'en servir. Il ne pourra pas se croiser les bras en attendant qu'une nouvelle Constitution soit votée*».

Il devra donc appliquer la Constitution de 1958. Bien entendu, il devra l'appliquer «correctement». C'est tout dire! Nous sommes prévenus.

Jean CLAUDE.
